



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

machines et équipements

Question au Gouvernement n° 1762

Texte de la question

ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Claude Sturni, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Claude Sturni. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue et voisin Frédéric Reiss, s'adresse au Premier ministre. L'heure est grave pour ce fleuron industriel français qu'est Alstom, avec ses 18 000 salariés. Ce qui est particulièrement étonnant dans cette affaire, c'est le sentiment de précipitation et d'urgence qui anime le Gouvernement. Sans doute cherche-t-il ainsi à masquer le manque d'anticipation et de vision que l'on est en droit d'attendre d'un État stratège, d'un État qui, sur le papier, a identifié des filières stratégiques et prétend assurer le redressement productif de la France.

Depuis combien de temps, monsieur le Premier ministre, votre ministre de l'économie est-il au courant des difficultés d'Alstom et des options stratégiques que ses dirigeants étudient pour faire face aux défis que rencontre le groupe ?

Depuis deux ans, la majorité a adressé beaucoup trop de signes de défiance aux acteurs économiques et contribué à leurs difficultés. En exerçant une pression fiscale déraisonnable et en multipliant les règles et les contraintes, elle a pénalisé sans cesse leur compétitivité.

Il n'est donc pas étonnant de constater l'absence de confiance de nombre de dirigeants des grands groupes envers les pouvoirs publics. Comment le Gouvernement imagine-t-il déployer une vision stratégique quant à l'avenir industriel de la France sans pouvoir s'appuyer sur cette relation de confiance ? Les Français sont en droit d'attendre de leur gouvernement une anticipation sur les dossiers et une intelligence partagée. Celles-ci font actuellement défaut.

Quelle différence avec la détermination et la ligne de conduite stratégique de Nicolas Sarkozy et de Jean-Pierre Raffarin...

M. Jean Glavany. Mais bien sûr !

M. Claude Sturni. ...qui ont contribué à sauver Alstom en 2004 ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Certains dans votre majorité, comme Jean-Pierre Chevènement, le reconnaissent d'ailleurs.

Après les grandes déclarations sur la compétitivité de nos entreprises, voici venue l'heure des travaux pratiques : comment allez-vous rattraper le retard pris par le Gouvernement dans cette affaire ? Comment comptez-vous pérenniser les emplois et les filières d'excellence portés par le groupe Alstom ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, *ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.* Monsieur le député, le Gouvernement n'accepte pas d'avoir été informé un vendredi que l'un de ses fleurons nationaux, qui vit de la commande publique, totalise 20 milliards de chiffre d'affaires et compte 95 000 salariés, serait vendu le dimanche soir. Aucun gouvernement dans aucun autre État n'accepterait d'être placé devant le fait accompli ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Monsieur le député, nous sommes prêts depuis le mois de février. Depuis le mois de février, j'interroge le président de ce fleuron national, M. Patrick Kron. M. Kron, que j'ai interrogé dûment, solennellement et sérieusement, m'a toujours assuré qu'il n'y avait aucun projet d'alliance. Le ministre de l'économie doit-il faire installer un détecteur de mensonges dans le bureau des présidents du CAC 40 qui n'ont pas le civisme élémentaire d'avertir le Gouvernement ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Exclamations sur de nombreux bancs des groupes UMP et UDI.)*

Je veux vous rappeler, monsieur le député, qu'Alstom fabrique les turbines des chaudières nucléaires d'EDF, notamment de l'EPR. C'est la raison pour laquelle j'ai invoqué auprès des investisseurs étrangers, comme General Electric, la clause du contrôle des investissements étrangers – ce que tout citoyen américain peut comprendre, puisqu'elle existe aux États-Unis.

Une offre du groupe allemand Siemens s'est présentée – c'est une information : elle est déposée en ce moment entre les mains du conseil d'administration d'Alstom. Nous avons donc demandé, en liaison avec l'autorité des marchés financiers, que soit assurée l'égalité de traitement des offres. Nous avons déjà gagné quarante-huit heures depuis dimanche soir. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Nous gagnerons le temps nécessaire pour que les intérêts industriels de la nation soient préservés.

J'invite d'ailleurs tous les dirigeants de l'opposition et de la majorité parlementaire à se rendre à Bercy le plus tôt possible, afin que je les informe de la situation d'Alstom. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Claude Sturni](#)

Circonscription : Bas-Rhin (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1762

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique

Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 avril 2014](#)